

# La Russie a engrangé d'énormes revenus grâce aux cours élevés des énergies fossiles, pointe un rapport

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 12 heures,  
Mis à jour il y a 6 heures

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/02:36 🔊



Le proutident russe Vladimir Poutine. AFP

**Depuis le début de la guerre en Ukraine, le premier importateur des énergies fossiles russes a été l'UE, suivie par la Chine et la Turquie.**

La Russie a engrangé 158 milliards d'euros de revenus tirés des exportations d'énergies fossiles en six mois de guerre, profitant de cours élevés, selon le rapport d'un centre de recherche indépendant publié mardi 6 septembre, qui appelle à des sanctions plus efficaces. *«La flambée des cours des énergies fossiles signifie que les*

*revenus actuels de la Russie sont bien au-dessus de ceux des années précédentes en dépit des réductions des volumes exportés»,* souligne le rapport du Centre for research on energy and clean Air (CREA), basé en Finlande.

Les cours du gaz se sont envolés à des niveaux historiques en Europe tandis que ceux du pétrole ont fortement grimpé au début de la guerre avant de reculer plus récemment. *«On estime que les exportations d'énergies fossiles ont contribué pour 43 milliards d'euros au budget fédéral russe, aidant à financer des crimes de guerre en Ukraine»,* ont calculé les auteurs. Ces chiffres ont été estimés sur les six premiers mois de la guerre qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, du 24 février au 24 août.

## **«La Russie a échoué à trouver d'autres acheteurs»**

Sur cette période, le CREA estime que le premier importateur des énergies fossiles russes a été l'Union européenne (pour 85,1 milliards d'euros), suivie par la Chine et la Turquie. L'UE a décidé d'un embargo progressif sur ses importations de pétrole et de produits pétroliers. Elle a aussi déjà mis fin à ses achats de charbon mais le gaz russe, dont elle est très dépendante, n'est pour l'instant pas concerné. Le centre de recherche estime toutefois que l'embargo européen sur le charbon - mis en œuvre le 10 août - a porté ses fruits, les exportations russes étant depuis tombées à leur plus bas niveau depuis l'invasion de l'Ukraine. *«La Russie a échoué à trouver d'autres acheteurs»,* écrivent les auteurs du rapport.

Le CREA juge en revanche que des règles *«plus fortes»* doivent être mises en place pour éviter que le pétrole russe n'entre sur des marchés sur lesquels il est censé être interdit. Les sanctions occidentales sont aujourd'hui trop aisément contournées, selon lui. *«L'UE doit interdire l'utilisation de navires et de ports européens pour l'acheminement de pétrole russe vers des pays tiers»,* estime-t-il ainsi. Le Royaume-Uni est également appelé à bannir la participation de son secteur de l'assurance à de tels transports internationaux.

De leur côté, les pays du G7 ont décidé vendredi de plafonner *«urgemment»* le prix du pétrole russe, un mécanisme complexe à mettre en place et destiné à porter un nouveau coup à la manne énergétique de Moscou.

**À VOIR AUSSI** - Guerre en Ukraine: le G7 va mettre en œuvre *«urgemment»* un plafonnement du prix du pétrole russe